JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ABONNEMENTS

	ÉDITION COMPLÈTE			ÉDITION PARTIELLE		
	Un an	6 mois	3 mois	Un an	6 mois	3 mois
France, Algérie, Tunisie.....	40 fr.	20 fr.	10 fr.	18 fr.	10 fr.	6 fr.
Colonies françaises et pays de protectorat français.....	60 •	30 •	15 •	30 •	15 •	7 50
Etranger.....	76 •	38 •	19 •	54 •	28 •	14 •

L'ÉDITION COMPLÈTE comprend : 1° le JOURNAL OFFICIEL proprement dit; — 2° le Compte rendu in extenso des séances du Sénat et de la Chambre; — 3° les Annexes du Sénat et de la Chambre et tous autres documents publiés en annexes; — 4° le Bulletin des annonces légales obligatoires à la charge des sociétés financières; — 5° les Tables annuelles délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'ÉDITION PARTIELLE comprend : 1° le JOURNAL OFFICIEL proprement dit; — 2° le Compte rendu in extenso des séances du Sénat et de la Chambre.

Les abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois. — Envoyer le montant net en un mandat-poste à l'Administration.

JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 51, PARIS 7^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER soixante CENTIMES

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Lois

Loi sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades (page 6410).

— attribuant une pension viagère à titre de récompense nationale pour services rendus à la science et à la nation (page 6411).

— attribuant aux travaux publics un contingent supplémentaire de décorations de la Légion d'honneur (page 6411).

— autorisant le Gouvernement à déclasser des ouvrages défensifs dans la région du Nord (page 6411).

— portant classement d'un certain nombre d'ouvrages de la place de Maubeuge (page 6411).

— autorisant le Gouvernement à déclasser des ouvrages défensifs situés sur les frontières du Nord et de l'Est (page 6412).

— relative au maintien provisoire du régime actuel concernant l'organisation des musiques d'artillerie (page 6412).

— autorisant la vente des bâtiments et terrains d'anciens ouvrages de fortifications déclassés de la Guyane et de la Guadeloupe et dépendances (page 6412).

Erratum à la loi du 15 juillet 1912 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre des chemins de fer de l'Etat insérée au Journal officiel du 16 juillet 1912 (page 6412).

Ministère de la justice.

Médailles pénitentiaires (page 6412).

Ministère des affaires étrangères.

Équipement accordé à des consuls (page 6413).

Ministère de l'intérieur.

Décret portant nominations dans les corps de sapeurs-pompiers (page 6413).

Ministère des finances.

Décision désignant, pour l'année 1912, un membre de la commission instituée par l'article 17 du décret du 6 novembre 1907 relatif à l'organisation du personnel des trésoreries générales et des recettes des finances (page 6413).

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

Arrêté relatif au concours pour l'agrégation des facultés de droit (section du droit privé et du droit criminel) (page 6413).

— convoquant les professeurs de l'ordre des lettres, agrégés ou docteurs, en exercice dans les lycées du ressort de l'académie d'Aix, à l'effet d'élire un délégué au conseil académique (page 6413).

Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes.

Décret nommant des élèves ingénieurs des ponts et chaussées (page 6413).

Nomination dans l'administration centrale (travaux publics) (page 6414).

Arrêté relatif au service téléphonique (page 6414).

Ministère de l'agriculture.

Décret relatif à la concession de logements, à titre gratuit, dans les bâtiments de l'Etat (page 6414).

Arrêtés portant nominations et mutations dans le personnel des eaux et forêts (page 6415).

Tableau de concours pour l'attribution de la médaille d'honneur aux préposés des eaux et forêts (page 6415).

Ministère de la guerre.

Décret et décisions portant nominations, mutations (page 6417).

Décision relative à des circonscriptions de gendarmerie (page 6418).

Ministère de la marine.

Décisions portant mutations, inscription au tableau de concours pour la Légion d'honneur (page 6418).

Ministère des colonies.

Décret réglementant la perception des taxes de consommation sur les produits et objets récoltés, préparés ou fabriqués dans la colonie de Madagascar et dépendances (page 6418).

— organisant le régime des droits d'enregistrement, de timbre et de chancellerie à Madagascar et dépendances (page 6419).

— nommant un résident supérieur en Indochine (page 6419).

— désignant le gouverneur intérimaire de la Réunion (page 6419).

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

Arrêté autorisant des sociétés de secours mutuels à effectuer l'encaissement des versements de leurs membres assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes (page 6420).

Nominations dans le personnel de l'administration centrale (page 6420).

Pensions. — Concession de pensions (guerre, page 6420).

Nominations à des emplois réservés (page 6421).

PARTIE NON OFFICIELLE

Chambre des députés. — Réponses des ministres aux questions écrites (page 6421).

Cour des comptes. — Déclaration générale sur les comptes de l'année 1910 (page 6422).

Avis, communications et informations.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avis d'ouverture à Niort d'un concours pour l'admission à l'emploi d'expéditionnaire du service vicinal (page 6424).

MINISTÈRE DES FINANCES

Sociétés étrangères : Avis d'abonnement au timbre (page 6424).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

Avis de mise en service de la ligne de Riom à Châtelguyon (page 6424).

Situation mensuelle de la caisse nationale d'épargne au 31 mars 1912 (page 6424).

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Avis de concours pour l'emploi de répétiteur à l'école du service de santé militaire et de professeur agrégé à l'école d'application du service de santé militaire (page 6424).

MINISTÈRE DE LA MARINE

Avis de concours pour l'emploi d'administrateur stagiaire de l'inscription maritime (page 6425).

Situation de la Banque de France et de ses succursales (page 6425).

Bulletin comparatif des recettes des chemins de fer (page 6426).

Annonces (page 6430).

CHAMBRES

Chambre des députés. — Annexes : feuilles 50, 51, 52, 53 et 54 (pour l'édition complète.) (Voir le sommaire des annexes au Journal officiel de chaque lundi.)

PARTIE OFFICIELLE

LOI sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Tous individus domiciliés en France ou y possédant une résidence fixe, qui voudront, quelle que soit leur nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, seront tenus d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe.

La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, résidences, dates et lieux de naissance des déclarants. Récépissé leur en sera délivré sur la seule justification de leur identité.

L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable et le défaut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs (5 fr. à 15 fr.) et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé.

Art. 2. — Tous individus de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile, ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains, devront demander un carnet d'identité reproduisant leur signalement avec photographie à l'appui et énonçant leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance, ainsi que leur dernier domicile ou leur dernière résidence avec l'indication du genre de commerce ou d'industrie qu'ils entendront exercer.

Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu du département, et par le sous-préfet pour les autres arrondissements.

Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Tous individus sans domicile ni résidence fixe qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions, être munis d'un carnet d'identité.

Les commerçants et industriels forains ne pourront employer les personnes visées au paragraphe précédent qu'après s'être assurés qu'elles sont bien pourvues du carnet d'identité.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.) et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée.

Art. 3. — Sont réputés nomades pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. Ces nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité.

Ceux qui se trouveront en France lors de la mise à exécution de la loi devront, dans un délai d'un mois, demander le carnet prévu au paragraphe précédent, soit au préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-préfet dans les autres arrondissements.

Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine, constatée par la production de pièces authentiques, tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux. Ils adresseront leur demande de carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture du département ou de l'arrondissement frontière.

La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire pour l'administration. Elle ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus aux maires sur le territoire de leurs communes, par les lois et règlements relatifs au stationnement des nomades.

Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leurs carnets à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de la gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie, au maire.

Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées contre le vagabondage.

Art. 4. — Le carnet anthropométrique d'identité est individuel. Toutefois, le chef de famille devra se munir d'un carnet collectif comprenant tous les membres de la famille.

Les mentions à porter sur ces carnets seront déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 10 de la présente loi. Elles comporteront notamment :

1^o L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

2^o La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées. Dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit

aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions ;

3^o Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851, et 16 du décret du 10 août 1852.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines portées aux articles 479 et 480 du code pénal.

Art. 5. — Seront punis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à mille francs (100 fr. à 1,000 francs) :

Ceux qui auront fabriqué, soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article 1^{er}, soit un faux carnet d'identité, soit une fausse plaque spéciale de contrôle.

Ceux qui auront altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identité originairement véritables, soit une plaque spéciale de contrôle, ou qui auront sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identité fabriqué, altéré ou falsifié, ou d'une plaque spéciale de contrôle fabriquée, altérée ou falsifiée.

Art. 6. — Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs (50 francs à 500 fr.) :

Tous individus qui, pour obtenir soit le récépissé de déclaration prévu à l'article premier, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant.

Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne.

Art. 7. — En cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois et règlements de police, les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière seront à la charge des délinquants ou contrevenants ; au cas de non paiement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du code de procédure civile.

Art. 8. — Les dispositions des articles 1^{er}, 2, 3 et 4 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles.

Art. 9. — Les articles 1^{er} et 3 de la loi du 8 août 1893 sont modifiés et complétés comme il suit :

« Art. 1^{er}. — Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire au maire ou au commissaire de police, délégué à cet effet par le maire, une déclaration de résidence en justifiant de son identité, dans les huit jours de son arrivée. Aucune déclaration ne pourra être accueillie par le maire ou le commissaire de police, si celui qui l'a faite ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci-après. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

« Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant, dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits.

« En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie ou au commissariat de police de sa nouvelle résidence.

« Art. 8. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de cinquante francs à deux cents francs (50 à 200 fr.).

« Celui qui aura fait sciemment une déclaration fautive ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité au moyen de faux papiers, même lorsqu'il l'usage ou la tentative d'usage de faux papiers ne sauraient avoir pour effet de porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers sera passible d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cent francs à trois cent francs (100 fr. à 300 fr.) et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

« L'étranger expulsé du territoire français, et qui serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois ; il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

« L'article 463 du code pénal est applicable au cas prévu par la présente loi. »

Art. 10. — La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

Avant l'expiration de ce délai, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la loi, notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique d'identité pour les nomades, les mentions et les visas à porter sur ce carnet, ainsi que la nature et les indications de la plaque spéciale de contrôle prévue par l'article 4.

Art. 11. — Un règlement spécial d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants forains et nomades, ainsi que les étrangers visés à l'article 9 assujettis à la présente loi.

Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à deux cents francs (16 à 200 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 12. — L'article 463 du code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

Art. 13. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées, sans qu'il soit en rien dérogé aux lois et règlements en vigueur concernant les pouvoirs du préfet de police, des préfets des départements et des autorités municipales pour la police de la voie publique, des halles, marchés, fêtes locales et, généralement, pour la protection du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques.

Art. 14. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions

dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,
T. STEEG.

LOI attribuant une pension viagère à M^{lle} Sophie Picard, sœur de M. Pierre Picard, ancien inspecteur des télégraphes, décédé, à titre de récompense nationale en reconnaissance des services rendus à la science et à la nation par les travaux de M. Pierre Picard en matière d'électricité et de télégraphie, particulièrement en matière de télégraphie sous-marine.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Une pension viagère de dix-huit cents francs (1,800 fr.) est attribuée à M^{lle} Picard (Sophie-Antoinette), sœur de M. Pierre Picard, ancien inspecteur des postes et des télégraphes, décédé le 6 novembre 1910, à titre de récompense nationale, en reconnaissance des services rendus à la science et au pays par les découvertes de M. Pierre Picard en matière d'électricité et de télégraphie, particulièrement en matière de télégraphie sous-marine.

Art. 2. — Cette pension sera inscrite sur les livres du Trésor au nom de M^{lle} Picard (Sophie-Antoinette), née le 6 janvier 1857 à Grenoble, avec une jouissance à compter du 7 novembre 1910.

La présente loi, délibérée et adoptée par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,
JEAN DUPUY.

Le ministre des finances,
L.-L. KLOTZ.

LOI attribuant aux travaux publics un contingent supplémentaire de décorations de la Légion d'honneur.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Il est mis pendant un an, à dater de la promulgation de la présente loi, à la disposition du département des travaux publics, un contingent spécial de décorations de la Légion d'honneur, prélevées sur la réserve créée par la loi du 28 janvier 1897, comprenant :

Croix d'officier..... 6
Croix de chevalier..... 12

Art. 2. — Il est mis annuellement, à dater de la promulgation de la présente loi, à la disposition du département des travaux

publics, en sus du contingent qui lui est normalement attribué par suite de la répartition actuelle entre les diverses administrations, des croix provenant des extinctions naturelles, le nombre de décorations de la Légion d'honneur suivant :

Croix de grand officier..... 1
Croix de commandeur..... 2
Croix d'officier..... 4
Croix de chevalier..... 11

Art. 3. — Les croix laissées disponibles par la disparition des titulaires des croix mentionnées à l'article 2 seront attribuées exclusivement au département des travaux publics, et viendront en déduction, chaque année, du nombre de décorations créées par ledit article 2.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies, chargé de l'intérim du ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes,
A. LEBRUN.

LOI autorisant le Gouvernement à déclasser des ouvrages défensifs dans la région du Nord.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Seront déclassés par des décrets spéciaux, rendus sur la proposition du ministre de la guerre, et seront, par suite, rayés du tableau des places de guerre, les ouvrages de fortification dont les noms suivent :

Citadelle et corps de place de Laon ;
Corps de place de la Fère avec ses dehors.

Art. 2. — Les décrets portant déclassement définitif de ces ouvrages ne seront rendus qu'après fixation des voies et moyens de démantèlement.

Art. 3. — Les fortifications ci-dessus désignées ne cesseront de porter servitudes qu'après la promulgation des décrets de déclassement définitif.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 juillet 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre de la guerre,
A. MILLERAND.

LOI portant classement d'un certain nombre d'ouvrages de la place de Maubeuge.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Sont classés pour porter servitudes dans les conditions stipulées par l'article 2 de la loi du 10 juillet 1851 relative au classement des places de guerre et par le décret du 10 août 1853, les ouvrages et batteries ci-après de la place de Maubeuge :